

*Affaires courantes*

## AFFAIRES COURANTES

[Français]

### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à des pétitions.

\* \* \*

[Traduction]

### LE JOUR DU COMMONWEALTH

**L'hon. Christine Stewart (secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Lib.):** Monsieur le Président, c'est aujourd'hui le Jour du Commonwealth que tous les pays membres fêtent, tous les ans, le deuxième lundi de mars, pour honorer le Commonwealth, ses valeurs et ses principes.

Bâti sur des traditions communes, le Commonwealth reflète bien l'importance continue d'une coopération multilatérale. Sa force, c'est l'unité dans la diversité.

Le Commonwealth englobe maintenant 51 pays et 1,5 milliard de personnes qui représentent diverses langues, races, confessions et traditions. Il sert de tribune à un dialogue aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental sur un vaste éventail de questions allant de la santé au développement, en passant par la justice et l'éducation des jeunes.

L'année dernière, à Victoria, le Canada a été l'hôte de Jeux du Commonwealth très réussis qui rendaient hommage aux sports, aux arts, à la culture et à l'amitié.

Le Canada fait partie du Commonwealth depuis sa création, en 1931, et il s'enorgueillit de ses nombreuses réalisations. Le premier secrétaire général, Arnold Smith, un Canadien, a aidé à renforcer les bases sur lesquelles le Commonwealth continue de reposer.

L'année dernière a été un tournant pour le Commonwealth avec le retour de l'Afrique du Sud, à la suite de la tenue des premières élections libres dans ce pays. Le Commonwealth avait exercé d'énormes pressions pour mettre un terme à l'apartheid et le Canada croit qu'il doit continuer à défendre la démocratie et les droits de la personne.

Plus tard cette année, les chefs de gouvernement des pays membres du Commonwealth se réuniront en Nouvelle-Zélande et ils auront alors l'occasion de discuter des questions mondiales de façon informelle. Nous apprécions cette chance de renouveler nos relations avec d'autres pays membres et de faire avancer nos objectifs en matière de politique étrangère.

J'exhorte tous les députés à se joindre à moi aujourd'hui pour rendre hommage au Commonwealth.

[Français]

**M. Jean H. Leroux (Shefford, BQ):** Monsieur le Président, au nom de tous les députés du Bloc québécois, il me fait plaisir de souligner aujourd'hui le jour du Commonwealth. L'année dernière, c'est mon collègue de Laurier—Sainte-Marie qui avait eu l'occasion d'exprimer, lors de cet événement commémoratif, l'importance de l'adhésion du Canada au Commonwealth et de rappeler qu'un Québec souverain souhaiterait demeurer membre de cette organisation, afin d'y maintenir et y intensifier ses relations avec les 51 États membres.

La secrétaire d'État soulignait à juste titre le retour de l'Afrique du Sud au sein du Commonwealth. Comme vous le savez, monsieur le Président, le Canada a appliqué d'énormes pressions en faveur de l'abolition de l'apartheid.

C'est donc l'occasion, aujourd'hui, de rappeler à ce gouvernement à quel point il est regrettable que celui-ci ait décidé de tourner le dos à la promotion des droits de la personne et de la démocratie, quoi qu'en dise la secrétaire d'État, en mettant dorénavant le cap sur ses seuls intérêts commerciaux et ce, au moment où l'Afrique du Sud vient justement de connaître ses premières élections libres.

C'est cette même logique mercantile qui a poussé le gouvernement à couper plus de 1,3 milliard de dollars sur trois ans dans l'aide internationale, abaissant ainsi son aide aux pays et populations les plus pauvres de la planète à près de 0,29 p. 100 de son PNB. Ce geste confirme le changement de cap du gouvernement.

• (1510)

Lui, qui s'était engagé, dans son énoncé de politique étrangère, à se rapprocher des objectifs de 0,7 p. 100, comment peut-il justifier par ailleurs, qu'à l'intérieur même de l'enveloppe internationale, les programmes destinés aux plus démunis écopent davantage que ceux qui ont une vocation mercantile?

Doit-on comprendre que le programme d'aide internationale, qui a valu au Canada un profond respect de la communauté internationale, s'inspirera lui aussi de la nouvelle politique libérale qui privilégie d'abord et avant tout le commerce? Il n'y a pas de doute que ce gouvernement devra s'expliquer lorsqu'il participera à la prochaine réunion du Commonwealth en Nouvelle-Zélande. Il faut que le Canada donne un sens à son adhésion au Commonwealth.

[Traduction]

**M. Bob Mills (Red Deer, Réf.):** Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je prends la parole aujourd'hui à l'occasion du Jour du Commonwealth célébré dans 51 pays à travers le monde.

Comme l'a dit la secrétaire d'État, le Canada est fier d'être membre du Commonwealth depuis 1931. Au fil des ans, le Canada a pris le rôle de chef de file au sein du Commonwealth, offrant aux autres pays un exemple à suivre. Il doit donc sembler assez bizarre à nos amis et partenaires du Commonwealth qu'il y